

CSE réseau • 3

Compte rendu FO
du Comité Social et Économique
Octobre 2023

Information /consultation sur le projet de déploiement de
drones dans le réseau France 3



Qui est JRI ou OPV détenteur d'une licence de télépilote droniste ? Préparez-vous, car 12 d'entre vous devraient pouvoir être sollicités pour œuvrer pour le Réseau France 3. Les élus du CSE étaient invités à rendre un avis sur le projet de déploiement des drones au sein du Réseau. Ils saluent cette volonté et la méthode utilisée pour construire ce beau projet.

[Cliquez ICI pour lire l'avis !](#)

Une communication de la direction vient de sortir pour expliquer son déploiement en 2024.

Compte-rendu de la commission Economie et structure du 22 septembre 2023 (Situation économique au 30 juin 2023 et répartition des ETP « TEMPO »)

Le 22 septembre, une COMECO s'est réunie et a notamment traité le sujet de la répartition des 60 ETP annoncés pour renforcer le démarrage du projet Tempo :

- 46,25 ont été répartis entre les différentes directions régionales,
- 3 ont été attribués à « France 3 Toutes Régions »,
- 1,7 à la rédaction nationale,
- et il en reste donc 9 en réserve (avec l'objectif de les répartir en octobre).

Quelle répartition au sein d'une même direction régionale ? Certaines ont donné le détail par antenne en IP, et d'autres préfèrent garder ça secret.

Sont pris en compte le nombre de présentateurs, de chefs ou responsables d'édition, des scriptes et de rédacteurs en chef adjoints. Certaines antennes n'avaient pas de chef d'édition, comme Grenoble ou Clermont. Certaines autres n'ont que trois scriptes titulaires, quand d'autres peuvent en avoir cinq. Et toutes n'ont pas le même nombre de RCA. Il s'agissait donc d'abord de rééquilibrer ces moyens.

Il y avait ensuite une différence dans les moyens récupérés après la fin du 18h30.

Évoquée aussi lors de cette COMECO du 22 septembre, la situation budgétaire au 30 juin dernier !

Un chiffre parlant : le réalisé de la masse salariale de ce 1er semestre a été inférieur de 1,8 million par rapport aux prévisions.

Explications principales : moindre recours aux bons permanents et absences non payées dans un contexte de conflit long contre le projet de réforme des retraites.

Même constat pour les charges hors personnel : le réalisé du 1er semestre a été inférieur de 5,6 millions par rapport aux prévisions. Une nouvelle fois en raison d'un moindre recours à la Fabrique !

Concernant les recettes, le Réseau a connu la même situation que le reste de l'entreprise, avec notamment une forte baisse des ressources publicitaires : avec seulement 2,8 millions perçus, nous sommes avec 1 million de moins par rapport à ce qui avait été prévu, et 2 millions de moins par rapport aux recettes du 1er semestre 2022. Et si l'on compare avec l'avant COVID, c'est pire, car lors du 1^{er} semestre 2019, nous avons perçu 7,2 millions.

L'une des explications est l'arrêt de « Plus belle la vie ». Une autre est une déstabilisation du marché en raison des mouvements sur les retraites.

Quant aux COM régionaux, ils sont toujours au nombre de 3 (sur les 13 régions) et 2 autres sont en cours de négociation.

[Retrouvez tout le détail des sujets traités lors de cette COMECO en cliquant ICI](#)

Information sur le lancement des éditions ICI

Le projet Tempo continue son développement et les éditions ICI ont été mises en place depuis le 4 septembre. Après 2 mois, nous constatons que certains personnels sont fortement impactés physiquement et mentalement : notamment dans la filière édition mais pas que.

La direction de l'information se déplace en ce moment dans les régions et prévoit un bilan éditorial, le 28 novembre, pour un point sur la situation à trois mois.

Il nous est annoncé que si des changements doivent s'opérer, ils se feraient en janvier 2024.

Suite à la saisine des organisations syndicales (toujours en cours de négociation), des actions seront mises en œuvre avec une priorité à la filière édition.

Dixit Erik Berg, le directeur de l'information régionale :

- *“Des discussions éditoriales se mettent en place dans les rédactions en réfléchissant et en pensant plus une information « réseau ».”*
- *“Les journalistes en locale ont un nouveau regard plus large sur l'information notamment nationale et mondiale ”*
- *“La teneur des journaux et d'une grande qualité.”*

Erik Berg adresse ses félicitations aux présentatrices et présentateurs.

Il a souligné qu'un effort devait être fait sur les formats : la variation des rythmes et des formats sont devenus nécessaires.

Il y a des problèmes d'articulation et de liaison entre l'information régionale et nationale.

L'éditorial est à la main des rédacteurs-en-chef en régions : c'est à eux de trouver la cohérence et la pertinence éditoriale. *« Ils ont le Final Cut »!*

Selon les organisations syndicales :

Une saisine a été déposée, des réponses concrètes sont en train d'être faites.

Il y a clairement un problème avec la population des scriptes (très largement féminin). Il en manque cruellement.

Ce métier doit être conforté et sanctuarisé.

Il y a de nombreux problèmes sur les journaux du week-end, Ce sont des éditions "tunnel". Les lancements des présentatrices et présentateurs est complexe.

Les élus s'interrogent sur les audiences depuis le début du conflit au Proche-Orient.

L'outil Open Média peut être un problème pour certaines scriptes.

Les cadres techniques, eux, sont confrontés à aborder des listes et des procédures de sécurité à rallonge qui sont à la limite du gérable.

Il faut travailler sur la fluidité des liaisons.

Pour la direction, il nous est dit que le plus important n'est pas l'audience !

- *“Il est important d'avoir un prisme régional de l'information nationale”.*
- *“Les rédactions régionales ne doivent pas hésiter à aller vers les sujets à risque : des solutions de mise à l'antenne sont offertes”.*
- *“Il faut respecter précisément les process de lancement : ils sont écrits par des journalistes professionnels”. Pour FO, cela n'empêche pas qu'ils méritent parfois d'être repris et modifiés, ne serait-ce que pour être adaptés à la plume de celui ou celle qui va les prononcer”.*
- *“Le pôle accompagnement surveille la régulation et l'adaptation des process”.*
- *“Il est vrai que les éditions du week-end sont plus dures”.*
- *“Il faut travailler plus en réseau qu'en silo”.*
- *“Les dossiers sont-ils tous régionalisables ?”*

- *“Il doit y avoir une adaptation dans la cohérence éditoriale sous le couvert des rédactions en régions.”*

Le directeur du Réseau a reconnu que la direction aurait dû être plus attentive en début d'été sur le fléchage des ETP sur la filière édition.

Question santé : les salariés peuvent faire valoir leur droit de retrait, mais la procédure reste cependant très encadrée.

La direction propose la mise en place d'un plan d'urgence.

Des ateliers de travail vont être mis en place pour des actions à plus long terme sur les conditions de travail.

Un focus va être effectué sur la filière édition, notamment sur les scriptes, concernant leur évolution professionnelle.

Force Ouvrière s'interroge sur le respect du contrat d'objectifs et de moyens signé avec l'Etat.

Avec les dernières annulations d'éditions et les différents bugs répétés, l'information est-elle et va-t-elle continuer à être délivrée avec équité sur tout le territoire ?

Information sur les coopérations renforcées France 3 / France Bleu

Les élus ont exprimé leur regret par rapport au fait que, une nouvelle fois, les annonces aient été faites ailleurs que dans les instances (qui auraient dû être prioritaires).

La direction a expliqué aux élus qu'il s'agissait d'un travail de socle éditorial, engagé depuis 2 ans déjà, et qui allait se poursuivre.

Il y a le schéma immobilier, avec cette idée : là où c'est possible et là où c'est pertinent (comme à Rennes).

Il y a aussi le travail autour de la marque commune, annoncé dès février 2023. Il a été redit que « *chaque salarié restait dans sa maison* » et que « *l'on ne parle que de coopérations : les accords ne seront pas touchés* ».

Point problématique par rapport à l'idée de marque commune : France 3 ne s'appellerait plus France 3 ? Est-ce que l'on va désormais dire « ICI Canal 3 » (comme l'on dit « France Info Canal 27 ») ?

Les élus estiment que ce n'est pas respectueux.

Pour la direction, il est trop tôt : tout cela doit encore être étudié. Elle ne sait pas si la marque France 3 disparaîtra,

Il est redit par ailleurs que les coopérations ne porteront pas sur les éditions ICI : elles resteront traitées par les rédactions. Un intérêt, en revanche, est le maillage de France Bleu, beaucoup plus fin que celui actuel de France 3 : « *en terme de diffusion, cela peut être une vraie révolution !* »

Suite à cela, **FO a soulevé cette difficulté : aujourd'hui, en dehors de la TNT, nous ne parvenons pas à avoir un maillage plus fin que celui des antennes ! C'est un vrai souci pour les éditions locales, dont le travail est de plus en plus difficilement accessible (surtout suite au nouveau changement d'horaire et fait qu'il n'y a eu aucune communication). Ce manque évident de valorisation à la fois difficile pour l'entreprise et pour les salariés. Comment, alors que l'on ne parvient pas à mieux diffuser nos éditions locales, peut-on parler de « révolution » avec le maillage de France Bleu ?**

A cela, la direction nous a répondu qu'elle en était bien consciente, et que, justement, le rapprochement avec France Bleu demandé par la tutelle est l'occasion parfaite pour faire accélérer ce sujet avec les fournisseurs d'accès à Internet : « *peut-être que cela permettra de résoudre cette problématique de diffusion des locales !* ». Des échanges ont d'ailleurs déjà commencé avec Orange.

Autre volonté : le fait d'avoir des directions communes. Est-ce le modèle du Réseau Outre Mer que nous voulons ?

Réponse de la direction : le sujet est à travailler ! « Oui, le modèle Outre-Mer (et la façon dont ils font coexister les 3 médias) peut effectivement être pertinent ». Pour autant, est-ce que l'on se dirigera vers ça ? Rien n'est décidé non plus à ce sujet.

Information sur les projets immobiliers du réseau France 3 (Présentation du schéma directeur immobilier et focus sur le projet de déménagement de France 3 Côte d'Azur

La direction a présenté les orientations immobilières des 5 sites qui font l'objet d'une réflexion : Antibes, Strasbourg, Bordeaux, Amiens et Lyon.

Un focus particulier a été effectué sur le site d'Antibes.

Site Antibes

Un permis de construire a été déposé le 24 mai dernier. En revanche, il n'y a toujours pas de gestionnaire pour le site de la Victorine. Le début des travaux reste prévu pour début 2024.

La direction régionale a mis en avant les différents ateliers proposés aux salariés suite aux préconisations du CSE. Selon la direction, ces réunions ont pu faire évoluer les plans du futur bâtiment. Exemple : le studio fera désormais 280 m².

Dans le cahier des charges initial, il y a plusieurs clauses suspensives. Parmi elles, il y a notamment l'obligation de disposer d'une cantine ou une restauration collective sur site mais aussi un accès routier Nord qui doit être réalisé par la Ville.

Concernant la restauration, la direction nous a fait comprendre qu'il n'y aurait pas de cantine ni même d'espace de restauration. Elle nous parle "d'évolution des pratiques", nous explique qu'il nous "faudra nous contenter d'une salle avec réfrigérateur connecté" !

La cantine a été un sujet récurrent dans les discussions sur l'évolution de tous les sites.

Les élus du CSE ont réaffirmé pour leur part que la cantine reste un lien social et fait partie de la qualité de vie au travail.

La sortie Nord-Est, elle, reste à faire ...

La direction a ajouté qu'il y avait une réflexion en cours pour la création d'un tiers-lieu pour une partie du personnel. Pour la direction, double intérêt : « garder un point d'ancrage sur la zone quittée » et « favoriser le travail à distance ». « C'est nouveau, c'est à définir et à inventer avec les salariés » dit la direction.

Pour cette dernière, la Victorine deviendra un lieu d'intérêt grâce à la mise en place du plan cinéma prévu pour 2030. Ce plan constituant un apport financier susceptible d'attirer d'autres entreprises que FTV.

Car pour l'instant, nous sommes les seuls à vouloir nous installer sur cette friche.

Site Strasbourg

“Nous en sommes au stade de la réflexion” nous fait savoir la direction de l'immobilier. Manifestement, la réflexion est assez avancée puisqu'elle nous a dit, je cite, « le bâtiment est une passoire thermique. Il faut optimiser les surfaces, faire travailler les gens près les uns des autres. »

La surface totale passerait de 11 000 m² sur plusieurs bâtiments et espaces verts à seulement 6000 avec un unique bâtiment s'appuyant sur l'entrée gauche du bâtiment principal existant.

L'idée est de reconstruire sur le site actuel en conservant la fresque historique mais l'auditorium lui serait détruit. Selon la direction, « c'est un gouffre énergétique. »

Le CSE déplore le manque de concertation avec les salariés avant le lancement d'un tel projet.

Des problématiques qui leur sont chères ne sont absolument pas prises en compte. Exemple : possibilité de conserver un espace vert notamment celui consacré à la permaculture déjà existant.

Pour la direction de l'immobilier, tous ces points importants aux yeux des salariés ne sont pas forcément nécessaires.

Le futur projet ne prévoit pas de cantine alors que la médecine du travail soulève le problème de la prise de poids chez plusieurs salariés (qui se contentent désormais de sandwich : en cause, très probablement la malbouffe consécutive à la disparition de la cantine de Strasbourg).

Étonnant : le rapprochement avec France Bleu ne fait même pas partie de la réflexion !

Le souhait des salariés de France 3 Alsace est d'être associés le plus rapidement possible à la réflexion si projet il y a.

Site Lyon

Même constat, nous sommes au stade de la réflexion.

Aucun accord n'a été trouvé avec la ville de Lyon. La direction nous dit être en relation avec la SPL, une société publique locale dépendante de la métropole qui gère Lyon Part-Dieu.

Sur ce site, l'idée est la suivante : destruction et reconstruction sur le foncier existant, FTV étant à 100% propriétaire des lieux. Le futur bâtiment serait situé le long de la rue des Cuirassiers et ferait face à un espace vert. Le calendrier est le même que pour Strasbourg c'est-à-dire à l'horizon 2028.

Tout cela bien sûr à condition que la direction de l'immobilier arrive à trouver un terrain d'entente avec la SPL.

Site Bordeaux

La direction de l'immobilier est à la recherche d'un nouveau site depuis 4 ou 5 ans pour y implanter la direction de Nouvelle Aquitaine. Des recherches multiples ont été engagées : recherche de foncier non construit ou bien des bâtiments existants, plutôt situés rive gauche de la Garonne !

Un bâtiment a été repéré place des Quinconces, rien que cela !!!! Une étude capacitaire sera menée avec les instances de proximité pour savoir si on peut y intégrer la Fabrique. Affaire à suivre...

Site Amiens

La direction souhaite agrandir le bâtiment de France 3 Picardie afin d'y ajouter des salles de formation et de réunions. L'extension se ferait sur la gauche des locaux actuels pour parvenir à une superficie

totale de 1000 m2. L'idée étant également, comme à Rennes, d'intégrer les équipes de radio de France Bleu.

Nous n'avons pas eu davantage d'informations.

Information sur le bilan du Tour de France 2023 (féminin et masculin)

Tour de France Masculin

L'installation a été effectuée à partir du 29 juin 2023 pour un début du Tour le 1^{er} juillet. 21 étapes - 3404 Km // Fin du Tour le 23 juillet. Effectifs : 200 personnes (75 permanents, 76 intermittents et 49 cachetiers)

Certaines semaines ont dépassé les 60 h pour plusieurs salariés surtout à cause de certains transferts qui ont été difficiles notamment par les embouteillages. Certaines zones techniques ont eu des particularités qu'il était impossible d'anticiper (ex : San Sebastian ou Nogaro).

Toutes les heures ont été rémunérées, les récupérations obligatoires saisies... Chaque semaine, le tableau de planification était envoyé au service paie. Il n'y a pas eu d'arrêt maladie sur ces semaines de tournage

Pour 2024, il faut réfléchir à une meilleure rotation du personnel notamment pour prendre en compte les temps de transferts qui peuvent être plus longs que prévus.

Tour de France Féminin

L'installation a été effectuée à partir du 22 juillet 2023 pour un début du Tour le 23 juillet.

8 étapes - 960,4 Km // Fin du Tour le 30 juillet.

Certains plannings ont dépassé les 60h notamment pour le régisseur. Ses heures ont été réalisées car il devait arriver à la zone technique avant les camions, et les attendre afin de pouvoir les placer.

Sur ce Tour de France, les repérages n'ont pas été possibles. Des machinistes ont été dédiés à la conduite des camions. Aucun arrêt maladie ou accident de travail n'a été déclaré.

Ce n'est que la deuxième année de ce Tour : la fabrication doit donc évoluer, comme ça l'a été pour le Tour de France Masculin.

Pour 2024, il faudra envisager le fait que des chauffeurs puissent être employés pour conduire les techniciens. Les élus demandent à ce qu'il y ait les mêmes moyens sur le TDF Féminin que sur le TDF Masculin.

Information sur le bilan de l'expérimentation relative à l'exploitation de l'Overdrive

L'expérimentation de l'Overdrive s'est terminée en juin dernier sur le site de qualification de Strasbourg. Pendant 3 mois, 36 référents du réseau aux profils différents (OPS/OPV/scriptes, vidéos, chef d'édition) ont testé l'automate de production. Après des formations, chacun a pu tester ses fonctionnalités sur la base d'un JT avant les éditions ICI.

Les retours et conclusions des 3 sessions de travail (par groupe) ont été partagés et discutés lors du COFIL (comité de pilotage) du 7 septembre.

Les principales conclusions sont les suivantes : l'outil n'est pas déployable en l'état.

Il a été démontré aussi qu'il n'y avait pas de changement de métier à prévoir ; néanmoins, le technicien vidéo du serveur disparaît. Il se dégage une volonté partagée par une partie du Copil de vouloir aller plus loin dans les tests et dans son évaluation.

Les tests n'ayant été réalisés que sur du JT, il faudrait qu'ils puissent se faire sur d'autres émissions.

Il est préconisé de continuer à tester l'outil sur le SQS dans le cadre des nouvelles éditions ICI et d'autres types de programmes régionaux

FO a demandé que les sachants soient impliqués le plus en amont possible pour la suite.

Il n'a pas été défini de quelle manière ni comment seront encadrés les prochains tests.


Compte-rendu de la CSSCT des 26 et 27 septembre 2023

Absentéisme

Le taux d'absentéisme de la Fabrique, tous sites confondus (y compris le Siège) est de 5,51% : une moyenne de 20,1 jours d'absence/salarié pour raison de santé. Il reste inférieur à celui de FTV (6,04%). Mais le chiffre le plus inquiétant concerne le Centre d'exploitation Nord de la Fabrique (dans le Réseau) qui culmine à 7,45%. Voilà qui fait écho aux remontées des représentants de proximité.

Concernant France 3, Corse comprise, le taux d'absentéisme des régions atteint 6,26 % en moyenne, cela donne 22,9 jours d'absence par salarié.

Ce sont les courtes absences qui touchent le plus de monde. L'indicateur pourrait être un signe de fatigue du collectif. Quant aux accidents du travail reconnus, ils sont passé de 2,4 % à 5%, un chiffre inédit dans cette CSSCT.

La nouvelle DRH de France Télévisions a accepté une table ronde aux sujets des indicateurs de l'absentéisme ; nous l'attendons avec impatience. 

Bilan HSCT

Depuis 2021, les médecins du travail de FTV font le tour de leurs confrères et consœurs inter-entreprises qui s'occupent des salariés du Réseau et des sites régionaux de la Fabrique. Les contacts pris par nos médecins de FTV permettent d'en savoir beaucoup plus, même si tous les praticiens n'ont pas répondu. Dans le Grand Est, sans surprise, les risques psychosociaux sont mis en exergue par les médecins locaux. Plus à l'ouest, Orléans n'est pas non plus épargné. Dans le sud, Antibes et Marseille ne sont pas en reste au niveau des RPS et aussi des TMS. Le projet Tempo a accentué les risques, il faut dire que la surcharge de travail est souvent notée ; c'est le cas à Bordeaux par exemple. Des RPS sont également observés à Limoges et Grenoble. Pour la Fabrique, rappelons que les médecins inter-entreprises doivent avoir désormais 2 contrats afin de différencier les salariés de l'antenne et ceux des Moyens de fabrication. Nous n'avons reçu qu'un seul rapport, celui de Vendargues qui n'est guère brillant en matière de risques professionnels. Le médecin souhaiterait que soit développée une culture de la prévention et du maintien à l'emploi, nous le suivons dans ses préconisations.

[Ci-joint le compte rendu de la CSSCT du 25 et 26 septembre](#)

Vie du CSE

- RP Titulaire à France 3 Midi-Pyrénées : Dominique Guyot a été élu pour remplacer Jean-Yves Olivier
- RP Suppléant France 3 Paris Ile-de-France : Farid Benbekai a été élu pour remplacer Béatrix Boulon
- RP Titulaire France 3 Auvergne : Elisabeth Theuil a été élue pour remplacer Laurent Pastural

Prochain CSE du Réseau prévu les 15 et 16 novembre

Vos élus CSE • réseau : Titulaires : Grégory HEN - Laurence ROMET - Emeline DROXLER - Bruno DEMANGE • **Suppléants:** Hervé MORIN - Sabrina MARTIN • **Représentant Syndical :** Eric JACQUET